

Palestine : un pays tout entier empêché de vivre

Jean-Paul Chagnollaud

Il y a plus d'un an Confluences avait décrit le scénario qui allait se dérouler en Palestine dans les mois qui suivraient : une agression militaire multiforme pour effacer les accords d'Oslo, détruire le leadership palestinien et contraindre les Palestiniens à accepter la domination israélienne. Cette analyse n'était pas très difficile à faire tant cette agression était «annoncée».

Nous disions que Sharon n'avait rien appris et qu'il continuerait donc à agir selon ses méthodes qui ne prennent en compte que la violence et les rapports de force. Utilisant, à la fois, le contexte international lié au 11 septembre et l'indignation – légitime – provoquée par les attentats-suicides qui sont, à juste titre, unanimement condamnés, il a lancé cette agression qu'il avait depuis longtemps planifiée : désormais la Cisjordanie est réoccupée et toute la population y est soumise à un couvre-feu, 24 heures sur 24 ; Gaza est devenu, plus encore que dans le passé, une immense prison ; Arafat est encerclé en permanence par des chars ; des responsables politiques ont été assassinés tandis que d'autres sont en prison comme un des plus éminents d'entre eux, Marwan Barghouti, qui, accusé de terrorisme, devrait être bientôt jugé par un tribunal israélien. Un pays tout entier, avec ses trois millions d'habitants, est ainsi littéralement empêché de vivre puisque pour un Palestinien aujourd'hui, plus rien n'est possible : il ne peut plus travailler, ni se déplacer, ni étudier, ni se soigner, ni voir sa famille ou ses amis, ni même se ravitailler normalement. Toute la vie quotidienne dans les villes et les villages est ainsi figée, bloquée, pétrifiée par l'arbitraire d'une armée d'occupation ; cette vie ne peut reprendre que de manière furtive, précaire et désarticulée dans les courts moments où le couvre-feu est levé pour une période toujours indéterminée afin que chacun soit pris par l'angoisse

d'être encore dehors lorsqu'il est brutalement réinstauré.

Et il ne faut pas croire que cette situation d'enfermement, terrible et insupportable, soit provisoire. Tout indique au contraire qu'elle va durer et qu'elle peut même s'institutionnaliser puisqu'elle correspond à ce que veulent depuis longtemps Sharon, le Likoud et l'extrême droite qui exercent actuellement en Israël un pouvoir sans partage, avec la caution de quelques ministres travaillistes qui participent ainsi lâchement à la démolition de ce qu'ils avaient courageusement construit. Derrière cette politique, et bien au-delà de la lutte contre le terrorisme, il y a la volonté de ne rien céder aux Palestiniens et de les contraindre à abandonner leurs revendications les plus fondamentales pour réaliser *de facto* un Grand Israël. C'est pourquoi à côté de cette politique de répression, l'actuel gouvernement renforce systématiquement la colonisation dans les territoires palestiniens : ainsi, depuis le début de cette année 2002, ce sont près de mille nouveaux logements qui ont été mis en chantier en Cisjordanie... On estime désormais à près de 42% la surface du territoire de Cisjordanie qui est confisquée par le processus de colonisation, et à près de 400 000 le nombre de colons israéliens vivant en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est.

Face à cette politique qui viole de multiples règles de droit international et toutes les résolutions des Nations Unies, la communauté internationale laisse faire en toute impunité. Les Etats-Unis, malgré quelques déclarations vite oubliées sur la nécessité d'un Etat palestinien, soutiennent sans réserve Ariel Sharon, cet «homme de paix» comme l'a appelé George Bush, et vont même peut-être lui offrir une occasion d'écraser davantage encore les Palestiniens si eux-mêmes décident d'attaquer l'Irak. Les Européens quant à eux se sont retranchés dans une pauvre réserve qui n'est troublée que par quelques fortes déclarations de tel ou tel responsable, comme Chris Patten ou Dominique de Villepin, venant rappeler ce qu'occupation veut dire.

Tout ceci signifie que pour le peuple palestinien d'autres souffrances, peut-être encore plus dures, sont à venir. Il suffit de bien lire les déclarations de certains dirigeants israéliens pour comprendre que l'actuel gouvernement est prêt à tout pour imposer sa domination. Prenons seulement deux exemples parmi beaucoup d'autres ; l'un date du mois de décembre 2001, l'autre de septembre 2002.

Le premier est une interview de Ouzi Landau, ministre de la

Sécurité (*Le Monde*, 14 décembre 2001), dans laquelle il disait notamment ceci: «*Les accords d'Oslo ne sont pas la solution au problème ici. Ils sont le problème. Les Palestiniens ont lancé cette Intifada parce qu'après Oslo, ils se sont sentis plus forts. Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire les infrastructures de la terreur. Je ne parle pas seulement du Hamas et du Djihad mais des talibans locaux qui les protègent, le Tanzim, bras armé du Fatah, la Force 17, la garde rapprochée d'Arafat, toute l'Autorité à travers ses ministères et ses activités. Il faut mettre toutes ces organisations hors la loi et hors d'état de nuire.(...) Nous devons prendre des mesures drastiques pour lutter contre l'Autorité : tuer ses soldats, détruire ses bâtiments, l'étrangler financièrement. (...) Le terrorisme est comme une tumeur qui prolifère si on ne le détruit pas, comme le sida ou le cancer. (...) Quant aux responsables politiques, qu'ils retournent à Tunis*».

Quelques semaines plus tard, une bonne partie de ce «programme» était réalisée. Même l'expulsion d'Arafat a été tentée à un moment mais n'a pas abouti parce que la communauté internationale a, pour une fois, réagi.

Le second est une interview du général Moché «Bougui» Yaalon au journal *Ha'aretz*, le 30 août 2002 (www.haaretzdaily.com), au cours de laquelle le nouveau chef d'état-major israélien est allé jusqu'à comparer les Palestiniens à un cancer : «*La menace palestinienne est invisible comme un cancer. (...) Si vous vous trompez de diagnostic et que les gens disent ce n'est pas un cancer mais un mal de tête, le traitement est inefficace. Moi, je maintiens que c'est un cancer. (...) Il y a toutes sortes de solutions aux manifestations cancéreuses. Certains diront qu'il est nécessaire d'amputer les organes atteints. Pour le moment, j'applique la chimiothérapie*».

Une telle comparaison est en soi totalement inadmissible et il faut la dénoncer. Ce qui n'a guère été fait, alors qu'on imagine facilement le tollé international que déclencherait cette formule si elle était utilisée par un dirigeant palestinien à propos d'Israël... Mais ce qui est encore beaucoup plus préoccupant, c'est que cette façon de déshumaniser l'adversaire, d'ailleurs assez répandue dans la droite et l'extrême droite israéliennes, permet ensuite de «légitimer» tous les moyens utilisés : on peut étouffer, détruire et tuer en toute quiétude puisque l'Autre n'est qu'une maladie mortelle (Landau procédait de la même façon en utilisant aussi la métaphore du sida !). La répression systématique dont sont victimes les Palestiniens, c'est donc de la chimiothérapie ! Dans de telles représentations, l'idée même de dialogue politique et de négociations est ignorée, évacuée, dissoute puisqu'il

n'est question, en réalité, que d'imposer un rapport de forces par la violence. Sharon vient d'ailleurs de le confirmer en déclarant à la presse israélienne à l'occasion de Nouvel an juif: «Oslo n'existe plus ; Camp David et Taba n'existent plus. Nous ne retournerons plus jamais dans ces endroits» (*Le Monde*, 8 septembre 2002).

Il faut donc prendre très au sérieux les mots utilisés par ce général : que veut-il dire lorsque qu'il évoque «la nécessité d'amputer» ? Nul doute qu'une des options ouvertes aujourd'hui dans la stratégie du gouvernement israélien est le transfert des Palestiniens, c'est-à-dire leur expulsion par milliers ou dizaines de milliers, comme en 1948 et en 1967. Une telle opération n'est possible que dans le cadre d'un contexte international d'affrontement violent comme celui que pourrait provoquer une attaque américaine contre l'Irak. Autant dire que les prochains mois risquent encore d'apporter d'autres tragédies sur une terre qui en a déjà tant connu.

Ces constats montrent bien que les Nations Unies et l'Union européenne doivent tout tenter pour empêcher que ce conflit ne s'enfonce encore davantage dans le drame. Il faut donc que, tout en poursuivant leurs pressions sur Washington, elles réaffirment l'urgence de l'envoi d'une force internationale, l'illégitimité absolue du recours à la force et la nécessité d'un Etat palestinien viable.

Jean-Paul Chagnollaud